RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2015 B 04027
Numéro SIREN : 809 854 060
Nom ou dénomination : LIFEN

Ce dépôt a été enregistré le 20/01/2022 sous le numéro de dépôt 8434

2200843802

GREFFE DU TRIBUNAL
DE COMMERCE DE PARIS

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES
PROCES VERBAL DE DEPOT D'ACTES

Dénomination : LIFEN

Numéro RCS : 809 854 060
Numéro Gestion : 2015B04027

Forme Juridique : Société par actions simplifiée

Adresse : 17 R DU FAUBOURG DU TEMPLE
75010 PARIS

Numéro du Dépôt : 2022R008434 (2022 8438)

Date du Dépôt : 20/01/2022

- Type d'acte : Décision(s) du président
Date de l'acte : 19/11/2021
Décision 1 : Augmentation du capital social
Décision 2 : Modification(s) statutaire(s)

fait à Paris, le 20 janvier 2022

LPS10170337

LIFEN
Société par actions simplifiée au capital de 1.700.285,03 euros
Siège social : 17, rue du Faubourg du Temple, 75010 Paris
809 854 060 R.C.S. Paris

(la « Société »)

DECISIONS DU PRESIDENT EN DATE DU 19 NOVEMBRE 2021

Je soussigné, Franck Le Ouay, agissant en qualité de président de la Société,

a pris les décisions suivantes :

I. CONSTATATION DE LA REALISATION DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL DECIDEE PAR L'ASSEMBLEE GENERALE DES ASSOCIES EN DATE DU 15 OCTOBRE 2021

Le président,

après avoir rappelé que l'assemblée générale des associés en date du 15 octobre 2021 (l'« Assemblée Générale ») a, aux termes de ses première à dixième résolutions, décidé de procéder à une augmentation de capital de la Société d'un montant nominal de 497.288,12 euros pour le porter de 1.700.285,03 euros à 2.197.573,15 euros, par l'émission, au prix de 0,81 euro l'une (prime d'émission incluse), de 49.728.812 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,01 euro chacune, dites « actions C » aux fins d'identification (les « Actions C »), à chacune desquelles est attaché un bon de souscription d'Actions C, représentant un prix de souscription total, prime d'émission incluse, de 40.280.337,72 euros, à libérer intégralement lors de leur souscription, pour la totalité de leur montant nominal et de la prime d'émission, en numéraire, dont la souscription a été réservée au profit de personnes nommément désignées (l'« Augmentation de Capital »),

au vu des bulletins de souscription de chacun des souscripteurs auxquels était réservée l'Augmentation de Capital et du certificat du dépositaire des fonds délivré par le Crédit Agricole Ile de France le 10 novembre 2021,

constate la réalisation définitive de l'Augmentation de Capital à la date du 10 novembre 2021.

II. CONSTATATION DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL RESULTANT DE L'EXERICE DE BONS DE SOUSCRIPTION DE PARTS DE CREATEUR D'ENTREPRISE

Le président,

constate, au vu des bulletins de souscription adressés à la Société, qu'au résultat de l'exercice de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (les « BSPCE »), le capital social a été augmenté d'un montant nominal de 17.327,61 euros, par l'émission de 1.732.761 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,01 euro chacune, libérées intégralement en numéraire par versements sur le compte bancaire de la Société,

constate qu'en conséquence le capital s'élève à 2.214.900,76 euros divisé en 221.490.076 actions d'une valeur nominale de 0,01 euro chacune intégralement libérées.

III. CONSTATATION DE LA REALISATION DE CESSIONS D'ACTIONS – CONSTATATION DE L'EMISSION DES BSA RATCHET-C, AVEC SUPPRESSION DU DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION DES ASSOCIES AU PROFIT DES CESSIONNAIRES DESDITES ACTIONS

Le président,

après avoir rappelé que l'Assemblée Générale a, aux termes de sa onzième résolution, décidé de renommer en actions ordinaires dites « actions C » aux fins d'identification les 6.641.561 actions, faisant l'objet des contrats de cessions conclus le 15 octobre 2021 (les « Cessions ») et ce sous réserve de la réalisation desdites Cessions et donné tous pouvoirs au président à l'effet de constater la réalisation des Cessions et de modifier en conséquence l'article 7 « Capital » des statuts de la Société,

faisant usage des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'Assemblée Générale,

constate que les Cessions ont été réalisées le 10 novembre 2021 et qu'en conséquence les 6.641.561 actions susvisées sont désormais identifiées comme étant des actions ordinaires dites « actions C »,

constate, compte-tenu de la réalisation de l'Augmentation de Capital et des Cessions, que la condition suspensive à laquelle était subordonnée l'émission des 6.641.561 $BSA_{ratchet-C}$ décidée aux termes des seizième à vingt-cinquième résolutions de l'Assemblée Générale est réalisée,

constate, au vu des bulletins de souscription adressés à la Société et des fonds reçus sur le compte bancaire de la Société, que l'émission des $BSA_{ratchet-C}$ est définitivement réalisée.

IV. MODIFICATIONS STATUTAIRES

Le président,

compte-tenu de ce qui précède,

constate que le capital social s'élève désormais à 2.214.900,76 euros divisé en 221.490.076 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,01 euro chacune, intégralement libérées, réparties en :

- 83.910.912 actions ordinaires,
- 35.218.827 actions ordinaires dites « actions A » aux fins d'identification,
- 45.989.964 actions ordinaires dites « actions B » aux fins d'identification, et
- 56.370.373 actions ordinaires dites « actions C » aux fins d'identification,

chacune de ces actions ayant des droits identiques et ne constituant pas des catégories d'actions distinctes,

constate que la condition à laquelle était subordonnée l'entrée en vigueur des nouveaux statuts de la Société est réalisée et que les statuts de la Société sont désormais ceux figurant en annexe des présentes décisions.

Le président
Franck Le Ouay

2200843801

GREFFE DU TRIBUNAL
DE COMMERCE DE PARIS

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES
PROCES VERBAL DE DEPOT D'ACTES

Dénomination : LIFEN

Numéro RCS : 809 854 060
Numéro Gestion : 2015B04027

Forme Juridique : Société par actions simplifiée

Adresse : 17 R DU FAUBOURG DU TEMPLE
75010 PARIS

Numéro du Dépôt : 2022R008434 (2022 8438)

Date du Dépôt : 20/01/2022

- Type d'acte : Procès-verbal d'assemblée générale
Date de l'acte : 15/10/2021
Décision 1 : Décision d'augmentation

fait à Paris, le 20 janvier 2022

LPS10170337

15B4027

PE du 15/10/21
EA

DP du 19/11/21
AU MJ

DO au 19/11/21

LIFEN
Société par actions simplifiée au capital de 1.700.285,03 euros
Siège social : 17, rue du Faubourg du Temple, 75010 Paris
809 854 060 R.C.S. Paris

(la « Société »)

Greffe du tribunal de commerce de Paris
Acte déposé le : 20 JAN. 2022
Sous le N° : 28434

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ASSOCIES DU 15 OCTOBRE 2021

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL

Le 15 octobre 2021, les associés de la société Lifen réunis en assemblée générale, ont adopté les résolutions suivantes :

Première résolution
Augmentation de capital d'un montant nominal de 497.288,12 euros par l'émission, au prix de 0,81 euro l'une (prime d'émission incluse), de 49.728.812 actions ordinaires dites « actions C » aux fins d'identification (les « Actions C »), d'une valeur nominale de 0,01 euro l'une, à chacune desquelles est attaché un bon de souscription d'Actions C (les « $BSA_{\text{Actions C}}$ » et, avec les Actions C auxquelles ils sont attachés, les « ABSA »), correspondant à un prix de souscription total de 40.280.337,72 euros (prime d'émission incluse), à libérer intégralement en numéraire, y compris, le cas échéant, par voie de compensation avec des créances liquides et exigibles lors de leur souscription (l'« Augmentation de Capital »)

La collectivité des Associés,

connaissance prise du rapport du président et du rapport du commissaire aux comptes,

constatant que le capital est entièrement libéré,

décide, sous la condition suspensive de l'adoption des Deuxième résolution à Dixième résolution ci-après concernant la suppression du droit préférentiel de souscription, d'augmenter le capital social d'un montant nominal de 497.288,12 euros pour le porter de 1.700.285,03 euros à 2.197.573,15 euros par l'émission de 49.728.812 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,01 euro chacune, dites « actions C » aux fins d'identification (les « Actions C »), à chacune desquelles est attaché un bon de souscription d'Actions C (les « $BSA_{\text{Actions C}}$ » et, avec les Actions C auxquelles ils sont attachés, les « ABSA ») dont les caractéristiques sont déterminées ci-après,

décide que les ABSA sont émises au prix de 0,81 euro l'une (prime d'émission incluse), représentant une souscription d'un montant total de 40.280.337,72 euros (prime d'émission incluse), à libérer intégralement lors de leur souscription, pour la totalité de leur montant nominal et de la prime d'émission, en numéraire, y compris le cas échéant, par voie de compensation avec des créances liquides et exigibles (l' « Augmentation de Capital »),

décide que la prime d'émission, d'un montant total de 39.783.049,60 euros, sera inscrite à un compte spécial de capitaux propres, intitulé « prime d'émission », sur lequel porteront dans les conditions prévues aux statuts, les droits de tous les associés, propriétaires d'actions anciennes ou nouvelles, et qui pourra recevoir toute affectation décidée par la collectivité des associés,

décide que les souscriptions seront reçues au siège social à l'issue de la présente assemble générale et jusqu'au 5 novembre 2021 inclus, étant précisé que la souscription sera close par anticipation dès que toutes les ABSA auront été souscrites dans les conditions prévues dans la présente décision et par les souscripteurs visés aux Deuxième résolution à Dixième résolution ci-après,

décide que les fonds provenant des versements en espèces seront déposés, dans les délais prévus par la loi, sur le compte ouvert au nom de la Société dans les livres de la banque Crédit Agricole de Paris et d'Ile-de-France, code banque : 18206, code guichet : 00667, compte numéro : 65083151123, clé RIB : 79, IBAN : FR76 1820 6006 6765 0831 5112 379,

décide que les Actions C seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux actions existantes et jouiront des mêmes droits à compter de la date de réalisation définitive de l'Augmentation de Capital, en ce inclus le droit au dividende mis en distribution à compter de la date de leur émission,

Caractéristiques des $BSA_{ratchet-C}$

décide que les $BSA_{ratchet-C}$ seront soumis aux conditions suivantes :

(1) les $BSA_{ratchet-C}$ pourront être exercés à tout moment dès l'instant où, avant le 31 décembre 2023, la Société émettrait, en une ou plusieurs occasions, de nouvelles actions ou autres valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital de la Société, libérables en numéraire (y compris, le cas échéant, par voie de compensation de créances) (à l'exclusion de l'émission d'instruments d'intéressement au profit des mandataires sociaux, dirigeants, salariés ou consultants (sous forme notamment d'actions gratuites, de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise ou d'options de souscription d'actions)) sur la base d'un prix par action (prime d'émission comprise) inférieur à 0,81 euro (le « Seuil ») (sous réserve d'ajustement arithmétique dans l'hypothèse de division ou regroupement ultérieur du nombre d'actions de la Société) (une « Emission »),

(2) dans l'hypothèse de réalisation d'une ou plusieurs Emissions, chaque $BSA_{ratchet-C}$ donnera à son titulaire le droit de souscrire, à leur valeur nominale à la date d'exercice des $BSA_{ratchet-C}$ (sous réserve du cas où une réduction de capital motivée par des pertes par voie de diminution de la valeur nominale des actions serait intervenue postérieurement à la date des présentes, auquel cas les dispositions de l'article L. 228-98 du code de commerce s'appliqueront), un nombre « S_0 » d'Actions C nouvelles de la Société, dans la limite d'un maximum de 5 Actions C, tel que :

$$S_0 = \frac{P_1 - P_m}{P_m - P_0}$$

où :

« P_0 » est égal au prix de souscription d'une Action C sur exercice des $BSA_{ratchet-C}$ (i.e., la valeur nominale des Actions C, sous réserve du cas de réduction de capital motivée par des pertes par voie de diminution de la valeur nominale des actions susvisées) à la date considérée,

« P_1 » est égal à 0,81 euro, soit le prix de souscription d'une ABSA (sous réserve d'ajustement arithmétique dans l'hypothèse de division ou regroupement ultérieur du nombre d'actions de la Société),

« P_m » est la moyenne, pondérée par les Nombres d'Actions, des Prix par Action constatés lors des Emissions successives, calculée ainsi qu'il suit :

$$P_m = \frac{(P_1 \times N_1) + (N_2 \times P_2) + \ldots + (N_t \times P_t)}{N_1 + N_2 + \ldots + N_t}$$

où :

« N_1 » est égal à 219.757.315, tel que, le cas échéant, augmenté du nombre d'Actions C qui seraient émises en vertu de la délégation objet de la Quatorzième résolution ci-dessous,

« P_2 » est égal au Prix par Action (tel que ce terme est défini ci-dessous) de la première Emission qui suivra les présentes décisions,

« N_2 » est égal au Nombre d'Actions (tel que ce terme est défini ci-dessous) de la première Emission (autre que l'Augmentation de Capital et autre que la ou les augmentation(s) qui seraient décidées en vertu de la délégation objet de la quatorzième résolution ci-dessous) qui suivra les présentes décisions,

(...)

« P_t » est égal au Prix par Action (tel que ce terme est défini ci-dessous) de la dernière Emission réalisée avant l'exercice des $BSA_{ratchet-C}$,

« N_t » est égal au Nombre d'Actions (tel que ce terme est défini ci-dessous) de la dernière Emission réalisée avant l'exercice des $BSA_{ratchet-C}$,

étant précisé que :

- (a) dans l'hypothèse où une Emission consisterait en l'émission d'actions, le « Prix par Action » sera égal au prix de souscription unitaire desdites actions et le « Nombre d'Actions » sera égal au nombre d'actions ainsi émises et (b) dans l'hypothèse où une Emission consisterait en l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital, le « Prix par Action » sera déterminé en divisant (x) le montant total des souscriptions liées à l'Emission augmenté, le cas échéant, des sommes minimales que devront acquitter les titulaires desdites valeurs mobilières afin d'obtenir des actions par exercice ou conversion desdites valeurs mobilières par (y) le nombre maximum d'actions (le « Nombre d'Actions ») que les titulaires desdites valeurs mobilières pourront obtenir sur conversion ou exercice desdites valeurs mobilières (sans toutefois tenir compte des actions que lesdits titulaires pourraient obtenir sur exercice de bons de souscription ayant une finalité similaire à celle des $BSA_{ratchet-C}$ et, s'il s'agit d'actions de préférence, des ajustements futurs possibles lors de leurs conversion en actions ordinaires dont la finalité serait similaire à celle des $BSA_{ratchet-C}$),

- les chiffres ci-dessus seront ajustés pour tenir compte de tout regroupement ou division de la valeur nominale des actions de la Société (ou autres opérations équivalentes) qui surviendrait postérieurement à l'émission des ABSA,

- les chiffres ci-dessus seront arrêtés à quatre chiffres après la virgule étant au surplus précisé que, dans l'hypothèse où ils comprendraient plus de quatre chiffres après la virgule, la quatrième décimale (« T ») serait arrondie ainsi qu'il suit :

  (a) si la cinquième décimale est supérieure à 5, « T » sera égale à la décimale qui lui est immédiatement supérieure, et

  (b) si la cinquième décimale est inférieure ou égale à 5, « T » demeurera inchangée,

(3) dans l'hypothèse où « $P_m - P_0$ » serait inférieur à 0,1, « $P_m - P_0$ » sera considéré comme égal à 0,1,

précise en tant que de besoin que chaque $BSA_{ratchet\text{-}C}$ ne pourra être exercé qu'une fois,

précise que le fait, pour tout titulaire de $BSA_{ratchet\text{-}C}$ de ne pas exercer tout ou partie de ses $BSA_{ratchet\text{-}C}$ à l'occasion de la réalisation d'une Emission n'aura pas pour effet de rendre les $BSA_{ratchet\text{-}C}$ non exercés caducs, ni d'interdire l'exercice ultérieur de ces $BSA_{ratchet\text{-}C}$, à l'occasion de la réalisation d'une autre Emission,

décide que la période d'exercice des $BSA_{ratchet\text{-}C}$ expirera le 31 janvier 2024 à minuit et qu'en outre, les $BSA_{ratchet\text{-}C}$ seront caducs de plein droit immédiatement avant (i) la première cotation de tout ou partie des actions de la Société (y compris le cas échéant sous la forme d'*American Depositary Shares* ou d'*American Depositary Receipts*) sur un marché réglementé français, allemand ou anglais, sur le marché d'Euronext Growth à Paris sur le Nasdaq Global Market ou le New York Stock Exchange aux Etats-Unis d'Amérique (l'« Introduction »), ou en cas de (ii) réalisation d'une augmentation de capital de la Société par voie d'émission d'actions nouvelles pour un montant au moins égal à 10 millions d'euros (prime d'émission incluse), sous réserve (x) que cette augmentation de capital soit réalisée à un prix par action (prime d'émission comprise), supérieure au Seuil et que (y) dans chaque cas de la bonne réalisation de l'opération concernée,

précise que pour qu'un $BSA_{ratchet\text{-}C}$ soit valablement exercé, la demande d'attribution d'actions (constituée par un bulletin de souscription) devra être adressée par lettre ou courrier recommandé ou avec avis de réception ou remis en main propre et parvenue à la Société au plus tard le 31 janvier 2024 à minuit ou, si cette date lui est antérieure, au plus tard immédiatement avant l'Introduction et que lorsque le prix de souscription des actions sera libéré par chèque, le chèque sera joint à la demande. S'il ne s'agit pas d'un chèque de banque, il ne vaudra libération à sa date de réception que s'il est dûment provisionné ; lorsque le prix de souscription des actions sera libéré par virement bancaire, le prix de souscription devra être parvenu sur le compte de la Société au plus tard dans les dix jours calendaires suivant la date de réception de ladite demande de souscription,

précise que, l'application de la formule de détermination du nombre d'actions pouvant être souscrit sur exercice des $BSA_{ratchet\text{-}C}$ pouvant faire apparaître des décimales (après application des règles d'ajustement de « S_0 » prévues ci-dessus), tout titulaire de $BSA_{ratchet\text{-}C}$ fera son affaire du regroupement des droits de souscription résultant de l'exercice de tout ou partie des $BSA_{ratchet\text{-}C}$ qu'il détient et, au cas où ce regroupement ne donnerait pas droit de souscrire un nombre entier d'actions, ce nombre serait arrondi au nombre entier inférieur,

précise, en tant que de besoin, qu'en application de l'article L. 225-132 du code de commerce, la présente décision emporte de plein droit au profit des porteurs des ABSA renonciation des associés à leur droit préférentiel de souscription des Actions C auxquelles les $BSA_{ratchet\text{-}C}$ donnent droit,

décide, en tant que de besoin, l'émission des 248.644.060 Actions C au maximum, d'une valeur nominale de 0,01 euro l'une, auxquelles donnera droit l'exercice des $BSA_{ratchet\text{-}C}$ émis, soit un montant nominal maximum d'augmentation de capital égal à 2.486.440,60 euros,

décide que les nouvelles Actions C remises au souscripteur lors de l'exercice des $BSA_{ratchet\text{-}C}$ seront soumises à toutes les dispositions statutaires, porteront jouissance dès leur création et auront droit au dividende versé, le cas échéant, au titre de l'exercice en cours lors de leur souscription,

décide que chaque $BSA_{ratchet\text{-}C}$ ne pourra être cédé qu'attaché à l'action au titre de laquelle il a été émis,

précise que les $BSA_{ratchet-C}$ sont émis sous la forme nominative et feront l'objet d'une inscription en compte au nom du titulaire,

rappelle qu'en application de l'article L. 228-98 du code de commerce :

- en cas de réduction de capital motivée par des pertes par voie de diminution du nombre des actions, les droits des titulaires des $BSA_{ratchet-C}$ quant au nombre d'Actions C à recevoir sur exercice des $BSA_{ratchet-C}$ seront réduits en conséquence, comme si lesdits titulaires les avaient exercés avant la date à laquelle la réduction de capital est devenue définitive ;

- en cas de réduction de capital motivée par des pertes par voie de diminution de la valeur nominale des actions, le prix de souscription des Actions C auxquelles les $BSA_{ratchet-C}$ donnent droit ne variera pas, la diminution de la valeur nominale devenant la prime d'émission ;

décide en outre que :

- en cas de réduction de capital non motivée par des pertes par voie de diminution de la valeur nominale des actions, le prix de souscription des Actions C auxquelles les $BSA_{ratchet-C}$ donnent droit sera réduit à due concurrence ;

- en cas de réduction de capital non motivée par des pertes par voie de diminution du nombre des actions, les titulaires des $BSA_{ratchet-C}$, s'ils exercent leurs $BSA_{ratchet-C}$, pourront demander le rachat de leurs Actions C dans les mêmes conditions que s'ils avaient été associés au moment du rachat par la Société de ses propres actions,

rappelle, ainsi qu'il est prévu par l'article L. 228-98 du code de commerce, que la Société ne peut ni modifier les règles de répartition de ses bénéfices, ni amortir son capital, ni créer des actions de préférence entraînant une telle modification ou un tel amortissement à moins d'y être autorisée dans les conditions prévues à l'article L. 228-103 du code de commerce,

décide qu'au cas où, tant que les $BSA_{ratchet-C}$ n'auront pas été exercés, la Société procéderait à l'une des opérations mentionnées ci-après :

- émission de titres de capital comportant un droit préférentiel de souscription des associés ;

- modification de la répartition de ses bénéfices par la création d'actions de préférence ;

- distribution de réserves, en espèces ou en nature, et de primes d'émission,

les droits des titulaires de $BSA_{ratchet-C}$ seraient réservés dans les conditions prévues à l'article L. 228-99 du code de commerce,

décide, pour le cas où il serait nécessaire de procéder à l'ajustement prévu à l'article L. 228-99 3° du code de commerce, que l'ajustement serait réalisé en appliquant la méthode prévue à l'article R. 228-91 du code de commerce, étant précisé que la valeur du droit préférentiel de souscription comme la valeur de l'action avant détachement du droit de souscription seraient, si besoin était, déterminées par le président en fonction du prix de souscription, d'échange ou de vente par action retenu lors de la dernière opération intervenue sur le capital de la Société (augmentation de capital, apport de titres, vente d'actions, etc.) au cours des six (6) mois précédent la décision du président ou, à défaut de réalisation d'une telle opération au cours de cette période, en fonction de tout autre paramètre financier qui apparaîtra pertinent au président et qui sera, le cas échéant, validé par le commissaire aux comptes de la Société,

décide que la Société est expressément autorisée à modifier sa forme ou son objet social ainsi qu'il est prévu par l'article L. 228-98 du code de commerce,

décide qu'en cas de fusion par voie d'absorption de la Société, chaque titulaire de $BSA_{ratchet-C}$ sera averti comme et recevra les mêmes informations que s'il était associé afin de pouvoir, s'il le souhaite, exercer son droit à la souscription d'actions,

donne tous pouvoirs au président aux fins de :

- recueillir les souscriptions aux ABSA et les versements y afférents,
- proroger, le cas échéant, la période de souscription,
- obtenir le(s) certificat(s) attestant la libération et la réalisation de l'Augmentation de Capital,
- procéder au retrait des fonds après l'Augmentation de Capital,
- accomplir, directement ou par mandataire, tous actes et formalités à l'effet de rendre définitive l'Augmentation de Capital décidée conformément aux termes de la présente décision,
- constater le nombre d'Actions C émises par suite d'exercice des $BSA_{ratchet-C}$, procéder aux formalités consécutives aux augmentations de capital correspondantes et apporter aux statuts les modifications corrélatives,
- prendre toute disposition pour assurer la protection des porteurs de $BSA_{ratchet-C}$ en cas d'opération financière concernant la Société, et ce conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, et
- d'une manière générale, prendre toute mesure et effectuer toute formalité utile à la présente émission.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Onzième résolution
Sous la condition suspensive de la réalisation de l'Augmentation de Capital, modification des articles 6 « Apports » et 7 « Capital » des statuts de la Société

La collectivité des Associés,

connaissance prise du rapport du président,

sous la condition suspensive de la réalisation de l'Augmentation de Capital,

constate que, sous réserve de la réalisation de l'Augmentation de Capital, le capital social s'élèvera à 2.197.573,15 euros et sera divisé en 219.757.315 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,01 euro chacune, intégralement libérées, réparties en :

- 88.705.565 actions ordinaires,
- 35.332.974 actions ordinaires dites « actions A » aux fins d'identification,
- 45.989.964 actions ordinaires dites « actions B » aux fins d'identification, et
- 49.728.812 actions ordinaires dites « actions C » aux fins d'identification,

chacune de ces actions ayant des droits identiques et ne constituant pas des catégories d'actions distinctes,

décide de modifier l'article 6 « Apport » et l'article 7 « Capital » des statuts de la Société afin de tenir

compte de la réalisation de l'Augmentation de Capital,

décide de renommer en actions ordinaires dites « actions C » aux fins d'identification les 6.641.561 actions détenues ou qui seront détenues par certains associés et faisant l'objet des contrats de cessions devant être conclus ce jour (les « Cessions ») et ce sous réserve de la réalisation desdites Cessions,

constate que l'ensemble des Associés présents ou représentés renoncent à tout droit statutaire ou extra-statutaire qu'ils auraient pu avoir au titre de ces Cessions,

donne tous pouvoirs au président à l'effet de constater la réalisation des Cessions et de modifier en conséquence l'article 7 « Capital » des statuts de la Société,

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Extrait certifié conforme par le Président.

Le président



2200843803

GREFFE DU TRIBUNAL
DE COMMERCE DE PARIS

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES
PROCES VERBAL DE DEPOT D'ACTES

Dénomination : LIFEN

Numéro RCS : 809 854 060
Numéro Gestion : 2015B04027

Forme Juridique : Société par actions simplifiée

Adresse : 17 R DU FAUBOURG DU TEMPLE
75010 PARIS

Numéro du Dépôt : 2022R008434 (2022 8438)

Date du Dépôt : 20/01/2022

- Type d'acte : Statuts mis à jour
Date de l'acte : 19/11/2021

fait à Paris, le 20 janvier 2022

LPS10170337

15B4027

LIFEN
Société par actions simplifiée au capital de 2.214.900,76 euros
Siège social : 17, rue du Faubourg du Temple, 75010 Paris
809 854 060 R.C.S. Paris



STATUTS

Mis à jour le 19 novembre 2021

Certifiés conformes par le président

Franck Le OUAY

TITRE I

FORME – DENOMINATION – OBJET – SIEGE - DUREE

ARTICLE 1 - FORME

La société (la « Société ») est une société par actions simplifiée régie par les dispositions législatives et réglementaires applicables à cette forme de société notamment les dispositions des articles L. 227-1 à L. 227-20 du code de commerce et par les présents statuts (les « Statuts »).

La Société fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions. Elle peut néanmoins procéder aux offres mentionnées (i) au point i du paragraphe 4 de l'article 1er du règlement (UE) n° 2017/1129 du 14 juin 2017, (ii) à l'article L. 411-2 du code monétaire et financier et (iii) aux paragraphes 2° et 3° de l'article L. 411-2-1 du même code.

ARTICLE 2 - DÉNOMINATION

La Société est dénommée **LIFEN.**

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 3 – OBJET SOCIAL

La Société a pour objet, directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger, l'étude et le développement de sujets relatifs aux sciences de l'information en ce inclus notamment :

- le développement d'outils logiciels permettant le traitement et l'analyse de données, le partage et la diffusion de la connaissance,
- la gestion de projets et d'équipe,
- l'édition logicielle afin de commercialiser les développements informatiques dont elle détient la propriété ou la licence,
- la mise à disposition et la vente de services basés partiellement ou en totalité sur ces outils,
- l'intermédiaire dans les échanges de produits et services liés aux sciences de l'information,

et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes de nature à favoriser son extension ou son développement en France ou à l'international.

Elle peut être amenée à participer, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance.

FL

ARTICLE 4 – SIÈGE SOCIAL

Le siège social est sis : 17, rue du Faubourg du Temple, 75010 Paris.

Il peut être transféré en tout autre lieu par simple décision du président de la Société (le « Président »), lequel est autorisé à modifier les Statuts et à procéder aux formalités de publicité et de dépôt en découlant. Le transfert du siège social décidé par le Président est soumis à la ratification de l'assemblée générale des associés statuant aux conditions de majorité visées à l'article 21 des Statuts.

Si la Société vient à ne comporter qu'un seul associé, la décision de transférer du siège social est prise par l'associé unique.

ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la Société est de quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée décidée par décision collective des associés prises aux conditions de majorité visées à l'article 21 des Statuts.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL – ACTIONS

ARTICLE 6 – APPORTS

Il a été fait apport à la Société, à sa constitution, d'une somme totale en numéraire versée par les associés, de dix mille euros (10.000 €). Le versement des fonds correspondants a été constaté par un certificat établi préalablement à la signature des Statuts par la banque Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile de France sis 26 quai de la Râpée 75012 PARIS, dépositaire des fonds, sur un compte ouvert au nom de la Société, auquel est demeurée annexée la liste des souscripteurs avec l'indication pour chacun d'eux, du montant des sommes versées.

Par une assemblée générale extraordinaire en date du 11 mars 2015, il a été fait un apport en nature d'un montant total de trois millions (3.000.000) d'euros, rémunéré par trois millions (3.000.000) d'actions ordinaires.

Par décisions en date du 19 juillet 2016, les associés ont approuvé l'apport par Messieurs Etienne DEPAULIS et Alexandre HUCKERT à la Société de 50.000 actions de la société Planning de Garde, société par actions simplifiée, dont le siège social est sis 18, rue Victorien Sardou, 69007 Lyon, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Lyon sous le numéro 821 286 879. Cet apport, évalué à 2.750.000 euros, s'est traduit par une augmentation de capital d'un montant nominal de 1.147.996 euros, résultant de l'émission de 1.147.996 actions nouvelles d'une valeur nominale de 1 euro chacune, assorties d'une prime d'émission d'un montant total de 1.602.004 euros, attribuées aux apporteurs en rémunération de leur apport.

Par décisions en date du 21 novembre 2016, les associés ont décidé d'augmenter le capital social par émission de 130.925 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 1 euro chacune, émises au prix de 2,40 euros (prime d'émission incluse), représentant une souscription d'un montant total, prime d'émission incluse, de 314.220 euros.

FL

A la suite de l'exercice de 7.857 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, le Président par décisions en date du 9 novembre 2017 a constaté l'augmentation du capital social d'un montant nominal de 7.857 euros, par l'émission au pair de 7.857 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 1 euro chacune. ».Par décisions en date du 10 novembre 2017, les associés ont décidé d'augmenter le capital social par émission de 1.989.205 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 1 euro chacune, émises au prix unitaire de 3,77 euros (prime d'émission incluse), représentant une souscription d'un montant total, prime d'émission incluse, de 7.499.302,85 euros.

A la suite de l'exercice de 130.000 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, le Président, par décisions en date du 12 juin 2018, a constaté l'augmentation du capital social d'un montant nominal de 130.000 euros, par l'émission de 130.000 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 1 euro chacune, pour le porter de 6.285.983 euros à 6.415.983 euros.

A la suite de l'exercice de 235.000 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, le Président, par décisions en date du 18 juillet 2018, a constaté l'augmentation du capital social d'un montant nominal de 235.000 euros, par l'émission de 235.000 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 1 euro chacune, pour le porter de 6.415.983 à 6.650.983 euros.

A la suite de l'exercice de 43.000 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, le Président, par décisions en date du 3 septembre 2018, a constaté l'augmentation du capital social d'un montant nominal de 43.000 euros, par l'émission de 43.000 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 1 euro chacune, pour le porter de 6.650.983 à 6.693.983 euros.

A la suite de l'exercice de 19.775 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, le Président, par décision en date du 3 octobre 2018, a constaté l'augmentation du capital social d'un montant nominal de 19.775 euros, par l'émission de 19.775 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 1 euro chacune, pour le porter de 6.693.983 euros à 6.713.758 euros.

A la suite de l'exercice de 2.234 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, le Président, par décision en date du 20 mars 2019, a constaté l'augmentation du capital social d'un montant nominal de 2.234 euros, par l'émission de 2.234 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 1 euro chacune, pour le porter de 6.713.758 euros à 6.715.992 euros.

Par décisions en date du 7 mai 2019, l'assemblée générale des associés a décidé d'augmenter le capital d'un montant nominal de 2.556.110 euros par l'émission, au prix de 8,10 euros l'une (prime d'émission incluse), de 2.556.110 actions ordinaires dites « Actions B » aux fins d'identification, d'une valeur nominale de 1 euro l'une, à chacune desquelles est attaché un bon de souscription d'actions, représentant un prix de souscription d'un montant total de 20.704.491 euros (prime d'émission incluse).

A la suite de l'exercice de 13.695 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, le Président, par décision en date du 5 juin 2019, a constaté l'augmentation du capital social d'un montant nominal de 13.695 euros, par l'émission de 13.695 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 1 euro chacune, pour le porter de 9.272.102 euros à 9.285.797 euros.

L'assemblée générale des associés en date du 28 juin 2019 a décidé de procéder à une réduction de capital, motivée par des pertes d'un montant nominal de 7.614.353,54 euros par voie de réduction de la valeur nominale des actions composant le capital social de 1 euro à 0,18 euro et de diviser par 18 la valeur nominale des actions afin de la ramener de 0,18 euro à 0,01 euro.

A la suite de l'exercice de 1.218 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, le Président, par décision en date du 18 juillet 2019, a constaté l'augmentation du capital social d'un montant nominal de 219,24 euros, par l'émission de 21.924 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 0,01 euro chacune, pour le porter de 1.671.443,46 euros à 1.671.662,70 euros.

FC

Par décision en date du 31 mars 2020, le Président, faisant usage de la délégation de compétence qui lui a été consentie par l'assemblée générale des associés en date du 31 mars 2020, a décidé d'augmenter le capital d'un montant nominal de 5.269,83 euros par l'émission, au prix de 0,49 euro l'une (prime d'émission incluse), de 526.983 actions ordinaires, d'une valeur nominale de 0,01 euro l'une, représentant un prix de souscription d'un montant total de 258.221,67 euros (prime d'émission incluse).

Par décision en date du 28 avril 2020, le Président, faisant usage de la délégation de compétence qui lui a été consentie par l'assemblée générale des associés en date du 31 mars 2020, a décidé d'augmenter le capital d'un montant nominal de 5.269,83 euros par l'émission, au prix de 0,49 euro l'une (prime d'émission incluse), de 526.983 actions ordinaires, d'une valeur nominale de 0,01 euro l'une, représentant un prix de souscription d'un montant total de 258.221,67 euros (prime d'émission incluse).

A la suite de l'exercice de 26.764 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, le Président, par décision en date du 16 novembre 2020, a constaté l'augmentation du capital social d'un montant nominal de 4.817,52 euros, par l'émission de 481.752 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 0,01 euro chacune, pour le porter de 1.682.202,36 euros à 1.687.019,88 euros.

A la suite de l'exercice de 2.500 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, le Président, par décision en date du 24 décembre 2020, a constaté l'augmentation du capital social d'un montant nominal de 450,00 euros, par l'émission de 45.000 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 0,01 euro chacune, pour le porter de 1.687.019,88 euros à 1.687.469,88 euros.

A la suite de l'exercice de 60.200 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, le Président, par décision en date du 6 janvier 2021, a constaté l'augmentation du capital social d'un montant nominal de 10.836,00 euros, par l'émission de 1.083.600 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 0,01 euro chacune, pour le porter de 1.687.469,88 euros à 1.698.305,88 euros.

A la suite de l'exercice de 4.469 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, le Président, par décision en date du 28 janvier 2021, a constaté l'augmentation du capital social d'un montant nominal de 804,42 euros, par l'émission de 80.442 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 0,01 euro chacune, pour le porter de 1.698.305,88 euros à 1.699.110,30 euros.

A la suite de l'exercice de 1.989 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, le Président, par décision en date du 16 avril 2021, a constaté l'augmentation du capital social d'un montant nominal de 358,02 euros, par l'émission de 35.802 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 0,01 euro chacune, pour le porter de 1.699.110,30 euros à 1.699.468,32 euros.

A la suite de l'exercice de 6.250 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, le Président, par décision en date du 28 avril 2021, a constaté l'augmentation du capital social d'un montant nominal de 62,50 euros, par l'émission de 6.250 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 0,01 euro chacune, pour le porter de 1.699.468,32 euros à 1.699.530,82 euros.

A la suite de l'exercice de 1.526 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, le Président, par décision en date du 29 avril 2021, a constaté l'augmentation du capital social d'un montant nominal de 274,68 euros, par l'émission de 27.468 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 0,01 euro chacune, pour le porter de 1.699.530,82 euros à 1.699.805,50 euros.

FL

A la suite de l'exercice de 12.151 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, le Président, par décision en date du 18 mai 2021, a constaté l'augmentation du capital social d'un montant nominal de 121,51 euros, par l'émission de 12.151 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 0,01 euro chacune, pour le porter de 1.699.805,50 euros à 1.699.927,01 euros.

A la suite de l'exercice de 1.989 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, le Président, par décision en date du 2 août 2021, a constaté l'augmentation du capital social d'un montant nominal de 358,02 euros, par l'émission de 35.802 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 0,01 euro chacune, pour le porter de 1.699.927,01 euros à 1.700.285,03 euros.

Par décisions en date du 15 octobre 2021, la collectivité des associés a décidé d'augmenter le capital d'un montant nominal de 497.288,12 euros par l'émission, au prix de 0,81euro l'une (prime d'émission incluse), de 49.728.812 actions ordinaires dites « actions C » aux fins d'identification, d'une valeur nominale de 0,01 euro l'une, à chacune desquelles est attaché un bon de souscription d'actions ordinaires dites « actions C » aux fins d'identification, représentant un prix de souscription d'un montant total de 40.280.337,72 euros (prime d'émission incluse).

Par décisions en date du 19 novembre 2021, le président a constaté l'augmentation du capital social d'un montant nominal de 17.327,61 euros par l'émission de 1.732.761 actions d'une valeur nominale de 0,01 euro l'une résultant de l'exercice de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 2.214.900,76 euros.

Il est divisé en 221.490.076 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,01 euro chacune, intégralement libérées, réparties en :

- 83.910.912 actions ordinaires,
- 35.218.827 actions ordinaires dites « actions A » aux fins d'identification,
- 45.989.964 actions ordinaires dites « actions B » aux fins d'identification, et
- 56.370.373 actions ordinaires dites « actions C » aux fins d'identification,

chacune de ces actions ayant des droits identiques et ne constituant pas des catégories d'actions distinctes.

ARTICLE 8 - AVANTAGES PARTICULIERS - ACTIONS DE PRÉFÉRENCE

Les Statuts ne stipulent aucun avantage particulier, y compris au profit de tiers.

La Société peut créer des actions de préférence avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent. Elle a toujours la faculté d'exiger le rachat de la totalité de ses propres actions de préférence ou de certaines catégories d'entre elles.

ARTICLE 9 - LIBÉRATION DES ACTIONS

Les sommes à verser pour la libération en numéraire des actions souscrites lors d'une augmentation de capital ne peuvent être inférieures au quart de la valeur nominale des actions ; elles comprennent, le cas échéant, la totalité de la prime d'émission.

FL

La libération du surplus intervient en une ou plusieurs fois par décision du Président dans un délai de cinq (5) ans à compter de la date de la réalisation de l'augmentation de capital.

A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le Président, les sommes dues produiront de plein droit, des intérêts de retard calculés au jour le jour, à compter de la date d'exigibilité, au taux d'intérêt légal en matière commerciale majoré de trois points, sans préjudice des autres recours et sanctions contre l'associé défaillant prévus par la loi.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions ou tous titres pouvant être émis par la Société revêtent obligatoirement la forme nominative. Ils sont inscrits dans les comptes tenus par la Société au nom de leur titulaire.

Les attestations et inscriptions en compte sont valablement signées par le Président ou par toute autre personne ayant reçu délégation du Président à cet effet.

ARTICLE 11 - MODIFICATIONS DU CAPITAL – ROMPUS

11.1. Modifications du capital social

Augmentation de capital - Le capital social est augmenté par tous moyens et selon toutes modalités, par décision de la collectivité des associés, aux conditions de majorité prévues à l'article 21 des Statuts.

La collectivité des associés peut déléguer au Président sa compétence pour décider d'augmenter le capital social dans les limites qu'elle fixera ou les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, en une ou plusieurs fois, l'émission de toutes ou d'une catégorie de valeurs mobilières, d'en fixer le ou les montants, d'en constater la réalisation, de réaliser toute opération de réduction ou d'amortissement du capital et de procéder à la modification corrélative des Statuts.

Les associés ont, proportionnellement au nombre de leurs actions, un droit préférentiel à la souscription des actions et titres émis par la Société. Ce droit est régi par les dispositions de la loi. Ce droit peut être supprimé dans les conditions prévues par la loi. Les associés peuvent y renoncer à titre individuel ou le céder, toute renonciation au profit d'une personne dénommée ou cession étant soumise aux conditions prévues par les Statuts.

Réduction de capital - Le capital social peut être réduit en vertu d'une décision collective des associés, aux conditions de majorité prévues à l'article 21 des Statuts, par voie de réduction du nombre d'actions ou de leur valeur nominale. En aucun cas elle ne pourra porter atteinte à l'égalité des associés.

11.1. Rompus

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions, pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou du fait d'une augmentation ou d'une réduction de capital, de fusion ou toute autre opération sociale, les associés ne possédant pas ce nombre feront leur affaire personnelle du groupement du nombre d'actions nécessaire, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

FL

ARTICLE 12 – TRANSFERT DES ACTIONS

Le transfert des actions ou de tous titres émis par la Société s'opère à l'égard de la Société par virement de compte à compte dans les livres de la Société, par un ordre de mouvement signé par le titulaire du compte ou son représentant. L'ordre de mouvement est enregistré le jour même de sa réception sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « Registre de mouvement de titres ».

Seuls les titres intégralement libérés peuvent faire l'objet d'un transfert.

ARTICLE 13 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

13.1. Droits et obligations générales

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à une action suivent l'action dans quelque main qu'elle passe.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux décisions sociales et aux présents Statuts.

13.2. Droits de vote et de participation aux assemblées

Chaque action donne droit à une voix.

Chaque action donne le droit de vote dans les décisions des associés, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir la communication de certains documents sociaux, aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les Statuts.

13.3. Droits dans les bénéfices et à l'actif social

Sauf à tenir compte, s'il y a lieu, des droits de titres de capital de catégories différentes qui pourraient être émis, chaque action donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente dans les bénéfices, l'actif social lors de toute distribution, amortissement ou répartition en cours de vie sociale, comme en cas de liquidation (droit au boni de liquidation).

Sous la même réserve et, le cas échéant, sous réserve de prescriptions impératives, il sera fait masse entre tous les titres de capital indistinctement de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la Société , avant de procéder à tout remboursement au cours de l'existence de la Société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale respective, tous les titres de capital alors existants reçoivent la même somme nette quelles que soient leur origine et leur date de création.

TITRE III

ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE – CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 14 – ORGANISATION GENERALE

Le Président exerce, le cas échéant avec le directeur général, la direction générale de la Société.

La Société peut par ailleurs être dotée d'un conseil d'administration dont le Président organise

FL

les travaux.

ARTICLE 15 – CONSEIL D'ADMINISTRATION

15.1. Composition

(a) Membres - Nomination - Le conseil d'administration est composé de 8 membres au plus.

Les membres du conseil d'administration sont nommés par décision collective des associés.

En cas de vacance par décès ou par démission d'un ou plusieurs sièges, le conseil d'administration peut, entre deux décisions collectives des associés délibérant sur les comptes sociaux de l'exercice, procéder à des nominations à titre provisoire. Les nominations provisoires effectuées par le conseil d'administration sont soumises à ratification de la prochaine décision collective des associés. Le membre du conseil d'administration nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pendant la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

(b) Personnes physiques ou morales - Les membres du conseil d'administration peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Lorsqu'une personne morale est nommée membre du conseil d'administration, elle exerce ses fonctions par l'entremise de son représentant légal ou d'un représentant permanent qu'elle nomme à cet effet et qu'elle peut remplacer à tout moment.

(c) Durée des fonctions - Révocation - La durée des fonctions des membres du conseil d'administration est de trois (3) années. Le mandat d'un membre du conseil d'administration prend fin à l'issue de la décision collective des associés ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit membre.

Les membres du conseil d'administration sont toujours rééligibles.

Les membres du conseil d'administration peuvent être révoqués à tout moment, *ad nutum*, sans préavis ni indemnité, par décision collective des associés.

Les fonctions de membre du conseil d'administration prennent également fin par la démission, l'interdiction de gérer une société, et (i) pour les personnes physiques, par le décès ou l'incapacité, ou (ii) s'agissant de personnes morales, le terme, la dissolution et la mise en liquidation judiciaire.

15.2. Statut des membres du conseil d'administration

(a) Rémunération - Sauf rémunérations exceptionnelles pour des missions qui leur seraient confiées, les membres du conseil d'administration ne sont pas rémunérés.

(b) Conventions avec la Société - Toute convention (et notamment tout contrat de travail) entre la Société ou l'une de ses filiales et tout membre du conseil d'administration, Président de la Société et/ou directeur general est soumise à l'autorisation préalable du conseil d'administration.

(c) Frais - Les frais et dépenses raisonnables encourus par les membres du conseil d'administration ou toute personne physique représentant d'un membre du conseil d'administration, dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions, sont remboursés au membre du conseil d'administration concerné sur présentation des justificatifs correspondants.

FL

15.3. Organisation du conseil d'administration

(a) Organe collégial - Le conseil d'administration est un organe collégial composé de plusieurs membres prenant les décisions de sa compétence.

(b) Président du conseil d'administration - Le conseil d'administration est présidé par le Président, sauf décision contraire du conseil d'administration nommant un autre de ses membres en qualité de president du conseil d'administration.

Le président du conseil d'administration organise et dirige les travaux du conseil d'administration. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les membres du conseil d'administration sont en mesure de remplir leur mission.

(c) Comités - Le conseil d'administration peut constituer tout comité.

15.4. Délibérations du conseil d'administration

(a) Réunions - Conférences - Actes écrits - Les membres du conseil d'administration se réunissent, soit au siège social, soit en tout autre endroit en France ou à l'étranger.

Les délibérations du conseil d'administration peuvent être également prises, au choix du président du conseil d'administration et sauf si un membre du conseil d'administration s'y oppose (étant précisé qu'une telle opposition a pour effet de contraindre le président du conseil d'administration à convoquer une réunion, sans que les membres du conseil d'administration perdent dans ce cas la possibilité de participer à la réunion par l'un des moyens prévus au paragraphe (e) ci-après), en consultation par voie de conférence téléphonique, vidéo, consultation écrite ou électronique ou par la signature par tous les membres du conseil d'administration d'un acte unanime. A toutes fins utiles, il est précisé que, sauf si un membre du conseil d'administration s'y oppose conformément à ce qui est indiqué ci-dessus, certaines décisions du conseil d'administration ne devront pas nécessairement être adoptées au cours d'une réunion et faire l'objet d'une délibération. Il suffira alors qu'une décision soit soumise à l'ensemble des membres du conseil d'administration et que l'accord du nombre de membres requis pour l'adopter soit matérialisé, de manière claire et non équivoque, dans un document écrit ou dans un échange de documents écrits (notamment par e-mails).

(b) Convocation - Les membres du conseil d'administration sont convoqués aux séances du conseil d'administration par son président ou par un membre du conseil d'administration en fonction.

Quel que soit le mode de délibération, la convocation doit être faite par lettre, télécopie ou courrier électronique au moins 8 jours avant la date de la délibération du conseil d'administration. Avec l'accord préalable de tous les membres du conseil d'administration ou en cas d'urgence, le conseil d'administration peut se réunir sans convocation ni délai. Aucun préavis de convocation n'est requis lorsque tous les membres du conseil d'administration sont présents ou représentés ou si les membres absents et non représentés consentent à ce que la réunion du conseil d'administration se tienne en leur absence.

(c) Ordre du jour - L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation. Toutefois, le conseil d'administration peut valablement délibérer sur des sujets qui ne figurent pas dans l'ordre du jour.

(d) Présidence des séances - Les séances du conseil d'administration sont présidées par son président. En cas d'absence, le président de séance est nommé à la majorité simple des membres du conseil d'administration présents ou représentés.

FL

(e) Quorum - Participation - Le conseil d'administration réuni sur première convocation ne délibère valablement que si la moitié au moins des membres du conseil d'administration sont présents ou représentés. Le conseil d'administration réuni sur deuxième convocation, sur le même ordre du jour et au moins 7 jours après la date de réunion sur première convocation, délibère valablement que si la moitié au moins des membres du conseil d'administration sont présents ou représentés.

La participation d'un membre du conseil d'administration à une réunion résulte soit de sa présence, soit de sa participation par conférence téléphonique ou vidéo conférence, soit de sa représentation par un autre membre du conseil d'administration de son choix auquel il a donné pouvoir. Chaque membre peut représenter autant de membres qu'il le souhaite. En cas de consultation écrite, électronique ou par signature d'un acte unanime, la participation résulte de la réponse à la consultation ou de la signature de l'acte, selon le cas.

(f) Majorité - Les décisions sont prises à la majorité simple des voix des membres du conseil d'administration présents ou représentés. Chaque membre du conseil d'administration dispose d'une voix.

La voix du président du conseil d'administration est prépondérante en cas de partage des voix.

(g) Procès-verbaux - Registre - Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux signés par le président du conseil d'administration et par au moins un membre du conseil d'administration ayant participé aux délibérations. Ces procès-verbaux sont diffusés aux membres du conseil d'administration par courrier, télécopie ou e-mail dès que possible après les réunions. Les procès-verbaux sont classés par ordre chronologique et conservés dans un registre spécial ou sur feuillets mobiles.

15.5. Missions et pouvoirs du conseil d'administration

15.5.1. Pouvoir de contrôle de la gestion de la Société

Le conseil d'administration est un organe collégial où sont abordées la situation et l'activité de la Société, son évolution prévisible et ses perspectives d'avenir et où sont débattues la stratégie et les grandes orientations de la Société ; il veille à leur mise en œuvre. A cet égard, le conseil d'administration dispose notamment du pouvoir de voter sur les décisions portées à son appréciation, d'approuver la stratégie de la Société définie par le Président et, le cas échéant, le directeur général et d'examiner les résultats de la Société.

15.5.2. Information et contrôle

(a) Information - Chaque membre du conseil d'administration reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Il peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utiles.

(b) Vérifications - Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Le conseil d'administration a la faculté d'entendre les commissaires aux comptes, les cadres et les salariés de la Société ou de leur poser toutes questions, sans restriction.

FL

ARTICLE 16 – DIRECTION GÉNÉRALE – REPRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ

16.1. Direction générale - Président de la Société – Directeur général

(a) Président de la Société - Le Président, au sens des dispositions du code de commerce applicables aux sociétés par actions simplifiées, assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la Société, dans les conditions prévues par les Statuts.

(b) Directeur général - Un directeur général, personne physique ou morale, associée ou non, peut être désigné par décision collective ordinaire des associés, pour assister le Président dans sa mission de direction générale de la Société. La personne ainsi désignée porte alors le titre de directeur général.

(c) Nomination – Durée des fonctions du Président de la Société et du directeur général - Le Président, personne physique ou morale, associée ou non, est nommé par décision collective ordinaire des associés avec ou sans limitation de la durée de son mandat.

Si le Président est nommé pour une durée limitée, son mandat peut toujours être renouvelé. Si aucune décision de renouvellement, de révocation ou de remplacement n'est prise, le Président est réputé avoir été réélu pour la durée de son mandat venant à expiration.

La collectivité des associés statuant à titre ordinaire nomme le directeur général. Elle fixe la durée de son mandat qui coïncide avec celle du Président, qu'il assiste, et qui peut toujours être renouvelé. Si aucune décision de renouvellement, de révocation ou de remplacement n'est prise, le directeur général est réputé avoir été réélu pour la durée de son mandat venant à expiration.

(d) Terme des fonctions de Président et de directeur général – révocation - Le Président et tout directeur général sont révocables *ad nutum*, à tout moment, sans préavis ni indemnité, par décision des associés.

Sauf décision contraire des associés, la révocation des fonctions de Président met fin automatiquement aux fonctions de membre du conseil d'administration et au mandat de président du conseil d'administration éventuellement exercées par le Président, sans préjudice des stipulations plus spécifiques de tout accord extrastatutaire. Sauf décision contraire des associés, la révocation des fonctions de directeur général met fin automatiquement aux fonctions de membre du conseil d'administration exercées, le cas échéant, par le directeur général.

La révocation des fonctions de Président et de directeur général ne met pas fin au contrat de travail conclu le cas échéant par l'intéressé avec la Société.

Leurs fonctions prennent également fin par la démission, l'interdiction de gérer une société, le décès ou l'incapacité.

(e) Rémunération - Contrat de travail - La rémunération éventuelle du Président et du directeur général est fixée soit par le conseil d'administration soit par décision collective des associés. Cette rémunération éventuelle est indépendante de celle résultant du contrat de travail dont ces derniers peuvent bénéficier le cas échéant. Ils peuvent conclure avec la Société un contrat de travail, à condition que ce contrat corresponde à un emploi réel.

Ils ont droit au remboursement de leurs frais sur présentation des justificatifs.

FL

16.2. Pouvoir de représentation

(a) Pouvoir de représentation du Président - La Société est représentée à l'égard des tiers par le Président. Le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social, et sous réserve des pouvoirs que la loi et les présents Statuts attribuent expressément aux associés et au conseil d'administration.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des Statuts suffise à constituer cette preuve. Les dispositions des Statuts limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

(b) Pouvoir de représentation du directeur général - Le directeur général dispose des mêmes pouvoirs que le Président pour représenter et engager la Société vis-à-vis des tiers, dans les conditions prévues à l'article 16.2(a) ci-dessus.

(c) Membres du conseil d'administration - Absence de pouvoir de représentation - Les membres du conseil d'administration, autres que ceux exerçant les fonctions de Président ou de directeur général, ne sont pas autorisés à représenter la Société, sauf délégation expresse et spéciale du Président ou du directeur général.

(d) Délégation - Le Président ou le directeur général peut déléguer par écrit une partie des pouvoirs lui appartenant de par la loi ou les Statuts à une ou plusieurs personnes employées ou non par la Société et ayant ou non des liens contractuels avec celle-ci. En outre, conformément aux dispositions de l'article 706-43 du code de procédure pénale, le Président ou le directeur général peut valablement déléguer à toute personne de son choix le pouvoir de représenter la Société dans le cadre des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de celle-ci.

(e) Limitation des pouvoirs du Président et du directeur général - Il est rappelé que dans l'ordre interne à la Société, le Président et le directeur général sont liés par les décisions du conseil d'administration qu'ils sont tenus d'exécuter.

ARTICLE 17 - CONVENTIONS SOUMISES A AUTORISATION ET CONVENTIONS INTERDITES

17.1 Le commissaire aux comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, le Président, présente aux associés un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce.

A cette fin, le Président ou tout intéressé doit aviser le commissaire aux comptes des conventions intervenues dans le délai d'un mois de la conclusion desdites conventions.

Les associés statuent chaque année sur ce rapport aux conditions de majorité prévues à l'article 21 des Statuts.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président ou les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

FL

17.2 Lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des décisions de l'associé unique des conventions intervenues entre la Société et l'un de ses dirigeants ou son associé unique ou s'il s'agit d'une société associé, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce.

17.3 Les stipulations des articles 17.1 et 17.2 ci-dessus ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales.

17.4 Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux dirigeants de la Société.

ARTICLE 18 – COMITÉ SOCIAL ET ECONOMIQUE

Lorsqu'il a été constitué un comité social et économique dont les attributions sont celles du comité social et économique d'au moins 50 salariés, les délégués de ce comité, désignés conformément aux dispositions du code du travail, exercent leurs droits définis aux articles L. 2312-72 et suivants dudit code auprès du Président.

ARTICLE 19 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la Société est exercé, le cas échéant, par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par la loi.

TITRE IV

DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

ARTICLE 20 – COMPETENCE

Toutes les décisions relatives aux questions visées ci-dessous doivent être adoptées par une décision collective des associés, à savoir :

- l'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats, la distribution de dividendes y compris les distributions d'acomptes sur dividendes,

- l'approbation de toute convention entrant dans le champ d'application de l'article L. 227-10 du code de commerce.

- la nomination, le renouvellement ou la révocation des fonctions du Président, du directeur général (ainsi que la fixation de leur rémunération,

- la nomination, le renouvellement ou la révocation des membres du conseil d'administration,

- la nomination des commissaires aux comptes de la Société,

- l'augmentation, l'amortissement ou la réduction de capital de la Société,

- la création d'actions de préférence, rachat ou conversion desdites actions, l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital, l'autorisation à donner au Président afin de consentir des options de souscription ou d'achat de titres de capital ou des attributions gratuites d'actions en application des régimes légaux d'actionnariat des salariés correspondants,

- les opérations de fusion, de scission ou d'apport partiel d'actif de la Société soumis au régime des scissions, sauf dispense de la loi,

- la modification des Statuts, à l'exception de celle résultant d'un transfert de siège social décidé par le Président,

- la dissolution anticipée ou la prorogation de la Société, le règlement du régime de la liquidation, la nomination et la révocation du ou des liquidateurs,

- toute décision à laquelle il est fait référence à l'article L. 227-9 du code de commerce, et

- toute autre decision qui, du fait de la loi ou des Statuts, requiert l'approbation ou le consentement des associés et qui n'est pas visée ci-dessus.

ARTICLE 21 – MODES DE DELIBERATION – QUORUM – MAJORITE

21.1. Quorum

Les associés ne délibèrent valablement que si les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance détiennent au moins la moitié des actions de la Société ayant le droit de vote.

21.2. Règles de majorité

21.2.1. Décisions prises à l'unanimité

L'unanimité des associés est requise, sans préjudice des pouvoirs conférés par les Statuts au conseil d'administration, pour les décisions pour lesquelles les lois ou réglementations en vigueur imposent l'unanimité sans possibilité de dérogation statutaire, et notamment les décisions suivantes :

- adoption ou modification des clauses statutaires relatives à l'inaliénabilité temporaire des actions ;
- adoption ou modification des clauses statutaires relatives à l'exclusion, la cession « forcée » des actions d'un associé et la suspension des droits non pécuniaires de cet associé ;
- adoption ou modification des clauses statutaires relatives à l'obligation pour tout associé personne morale d'informer la Société en cas de changement de contrôle et la possibilité d'exclure cet associé et de suspendre ses droits non pécuniaires ;
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés ;
- le changement de nationalité de Société.

21.2.2. Décisions ordinaires

Les décisions suivantes relevant de la compétence des associés conformément à l'article 20, devront être prises, sans préjudice des pouvoirs conférés par les Statuts au conseil d'administration, (i) à la majorité des voix exprimées par les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance lorsqu'elles sont prises en assemblée et (ii) à la majorité des voix de tous les associés lorsqu'elles sont prises par consultation écrite :

- l'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats, la distribution de dividendes y compris les distributions d'acomptes sur dividendes,
- l'approbation de toute convention entrant dans le champ d'application de l'article L. 227-10 du code de commerce.
- la nomination, le renouvellement ou la révocation des fonctions du Président, du ou du directeur général ainsi que la fixation ou la modification de leur rémunération,
- la nomination, le renouvellement ou la révocation des membres du conseil d'administration,
- la nomination des commissaires aux comptes de la Société,

21.2.3. Décisions extraordinaires

Les décisions autres que celles visées à l'article 21.2.1 et 21.2.2 et relevant de la compétence des associés conformément à l'article 20, devront être prises, sans préjudice des pouvoirs conférés par les Statuts au conseil d'administration, (i) à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance lorsqu'elles sont prises en assemblée et (ii) à la majorité deux tiers des voix de tous les associés lorsqu'elles sont prises par consultation écrite.

ARTICLE 22 – MODALITÉS DE CONSULTATION DES ASSOCIES

Les décisions des associés sont prises, au choix du Président soit en assemblée réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation, soit par consultation écrite. Les décisions peuvent également résulter du consentement unanime des associés exprimé dans un acte sous seing privé ou dans une série d'actes sous seing privé au contenu identique.

S'il existe un comité social et économique dont les attributions sont celles dont les attributions sont celles du comité social et économique d'au moins 50 salariés, celui-ci, représenté par un de ses membres délégué à cet effet, peut demander au Président de l'aviser, par écrit, de la date à laquelle doit être prise par les associés la décision relative à l'examen des comptes annuels.

Dans ce cas, la Société est tenue d'envoyer cet avis, par écrit, au demandeur trente-cinq jours au moins avant la date prévue pour la prise de la décision.

Les demandes d'inscription des projets de résolution doivent être adressées par le représentant du comité social et économique dûment mandaté au siège de la Société, par lettre recommandée avec avis de réception, vingt (20) jours au moins avant la date prévue pour la prise de la décision.

Les demandes sont accompagnées du texte des projets de résolution qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

Le Président accuse réception des projets de résolution par lettre recommandée au représentant du comité social et économique dans le délai de cinq (5) jours à compter de la réception de ces projets.

22.1 Assemblées d'associés

Les décisions de la collectivité des associés sont prises à l'initiative du Président. En cas de carence du Président, les commissaires aux comptes, s'il en existe, ou un mandataire de justice peuvent également convoquer la collectivité des associés dans les conditions et modalités prévues par la loi.

FL

La convocation des assemblées générales est faite, par tout procédé de communication écrite (lettre simple, télécopie, courrier électronique, etc.), adressée à chacun des associés huit (8) jours au moins avant la date de l'assemblée.

L'assemblée peut toutefois se tenir sans délai si tous les associés sont présents ou représentés.

L'assemblée des associés ne délibère valablement que si des associés représentant plus de la moitié des actions ayant le droit de vote sont présents ou représentés.

La convocation devra mentionner le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence, par le directeur général, ou, par un associé désigné par l'assemblée.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence ; celle-ci dûment émargée par les associés présents et les mandataires des associés représentés, est certifiée exacte par le président de l'assemblée.

Tout associé personne physique peut se faire représenter par un autre associé et tout associé personne morale par toute personne de son choix dûment habilitée. Tout associé peut voter à distance, au moyen d'un formulaire établi par la Société et remis aux associés qui en font la demande. Il devra compléter le bulletin, en cochant pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Pour être pris en compte, les formulaires de vote à distance devront parvenir à la Société au plus tard deux (2) jours avant la réunion de l'assemblée.

Tout associé pourra participer et voter à l'assemblée par visioconférence ou par tout autre moyen de télécommunication, notamment téléphonique, permettant son identification.

22.2 Consultation écrite

Lorsque la décision est prise par consultation écrite, le texte des résolutions proposées est adressé par l'initiateur de la consultation, à chaque associé par lettre recommandée avec avis de réception ou par voie électronique.

Les associés disposent d'un délai de huit (8) jours suivant la réception du texte des résolutions proposées pour adresser à l'initiateur de la consultation leur acceptation ou leur refus également par lettre recommandée avec avis de réception ou par voie électronique. Tout associé n'ayant pas fait parvenir sa réponse dans le délai ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu et donc ayant voté contre la ou les résolutions(s) proposée(s).

Pendant le délai de réponse, tout associé peut exiger de l'initiateur de la consultation toutes explications complémentaires.

Le présent article ne sera applicable qu'en cas de pluralité d'associés.

22.3 Décisions résultant d'un acte sous seing prive signé par tous les associés

Les décisions collectives des associés peuvent résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte ou dans une série d'actes sous seing privé au contenu identique.

Dans ce cas, le Président devra préalablement aux décisions et ce, dans un délai raisonnable, communiquer tous documents nécessaires à la bonne information des associés afin de leur permettre de prendre toutes décisions adéquates en toute connaissance de cause.

Le présent article ne sera applicable qu'en cas de pluralité d'associés.

AL

22.4 Procès-verbaux

Les décisions collectives des associés, quel que soit le mode de délibération, sont constatées par des procès-verbaux signés par le président de séance et un associé, et retranscrits sur un registre spécial, ou sur des feuilles mobiles numérotées dans les conditions prévues pour les procès-verbaux des assemblées d'associés de sociétés anonymes.

Sans préjudice des dispositions qui précèdent, les procès-verbaux devront indiquer le mode de délibération, le lieu et la date de la réunion, les documents et rapports soumis à discussion, un exposé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

Les consultations écrites sont constatées dans un procès-verbal établi et signé par le Président ; ce procès-verbal mentionne l'utilisation de cette procédure et contient en annexe les réponses des associés.

Dans les cas d'exigence légale d'intervention des commissaires aux comptes avant consultation des associés, les commissaires aux comptes sont, soit convoqués en même temps et dans les mêmes formes que les associés, en cas d'assemblée générale, soit informés avec un préavis raisonnable permettant l'exercice de leur mission, en cas de décision devant être prise par la signature d'un acte sous seing privé ou par consultation écrite des associés.

ARTICLE 23 – DROIT D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

L'ordre du jour, le texte des résolutions et les documents nécessaires à l'information des associés sont mis à la disposition de chacun d'eux à l'occasion de toute consultation ou assemblée, au moins huit (8) jours à l'avance.

Chaque associé peut à tout moment consulter au siège social les états comptables et documents sociaux. Il peut en prendre une copie.

TITRE V

EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX – AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

ARTICLE 24 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice comprendra le temps à courir depuis l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 31 décembre 2016.

ARTICLE 25 - INVENTAIRE – COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages de commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président de la Société dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif, les comptes annuels et établit, si la loi l'exige, un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

FL

S'il existe des commissaires aux comptes, ces documents comptables et, le cas échéant, ce rapport sont mis à leur disposition dans les conditions légales et réglementaires en vigueur (article L. 227-1 du code de commerce).

Dans les six (6) mois suivant la date de clôture de l'exercice, les associés, connaissance prise, le cas échéant, du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes, statuent sur les comptes et l'affectation des résultats.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont également soumis aux associés dans ce délai.

ARTICLE 26 - AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS - DIVIDENCES

Sur le bénéfice de l'exercice social, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est obligatoirement fait un prélèvement d'au moins cinq pour cent (5 %) affecté à la formation d'un fonds de réserve dit « réserve légale ». Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale atteint le dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu à l'alinéa précédent, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés détermine la part attribuée sous forme de dividende et prélève les sommes qu'elle juge a propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter a nouveau.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital.

La collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

La collectivité des associés peut opter pour le paiement d'un dividende ou acompte sur dividende en numéraire ou en actions.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

TITRE VI

PERTES – DISSOLUTION – LIQUIDATION

ARTICLE 27 - PERTE DE LA MOITIE DU CAPITAL - DISSOLUTION

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre

FL

(4) mois de l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de convoquer la collectivité des associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue et sous réserve des dispositions du code de commerce, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social. En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société.

Dans tous les cas, la décision de la collectivité des associés est publiée.

La dissolution anticipée peut aussi résulter, même en l'absence de pertes, d'une décision des associés.

ARTICLE 28 – DISSOLUTION - LIQUIDATION

Hors les cas de dissolution prévus par la loi, la dissolution de la Société intervient à l'expiration de la durée de la Société prévue par les Statuts ou à la suite d'une décision de la collectivité des associés.

La Société est en liquidation, dès l'instant de sa dissolution, pour quelque cause que ce soit.

La dissolution met fin aux fonctions du Président, des directeurs généraux (délégués ou non) et des membres du conseil d'administration, le commissaire aux comptes conservant son mandat jusqu'à la clôture des opérations de liquidation.

Les associés conservent les mêmes pouvoirs qu'au cours de la vie sociale pendant la période de liquidation.

Les associés délibérant collectivement qui prononcent la dissolution règlent le mode de liquidation et nomment un ou plusieurs liquidateurs associés ou non dont ils déterminent les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

La personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention « Société en liquidation » ainsi que du ou des noms des liquidateurs sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés au tiers.

Les actions demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

Le produit net de la liquidation après remboursement aux associés du montant nominal et non amorti de leurs actions est attribué à l'associé unique ou réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social, sauf disposition contraire de tout acte extrastatutaire conclu entre les associés de la Société.

FL